



Deuxième question à l'ordre du jour Propositions de programme et de budget pour 2010-11 et autres questions

Rapport de la Commission des finances des représentants gouvernementaux

1. La Commission des finances des représentants gouvernementaux s'est réunie le 4 juin 2009. L'ambassadeur Alex Van Meeuwen (Belgique) a été élu président et rapporteur. Aucun vice-président n'a été désigné. Le président a souhaité la bienvenue à MM. Julien et Nakajima, qui représentaient respectivement le groupe des employeurs et le groupe des travailleurs au Conseil d'administration, et qui étaient présents en tant qu'observateurs.

Propositions de programme et de budget pour 2010-11

2. La commission était saisie des Propositions de programme et de budget présentées par le Directeur général pour 2010-11, propositions qui ont été examinées pour la première fois par le Conseil d'administration à sa 304^e session (mars 2009). La commission était également saisie du rapport II: Projet de programme et budget 2010-11 et autres questions financières, qui contient un rapport sur l'examen des propositions initiales et révisées du Directeur général, telles qu'approuvées par le Conseil d'administration.
3. Le Directeur général a soumis à la Commission des finances les Propositions de programme et de budget pour 2010-11, qui prévoient un montant de dépenses de 665 millions de dollars des Etats-Unis. Les remarques liminaires qu'il a formulées en présentant ces propositions figurent à l'annexe I au présent rapport.
4. M. Julien, s'exprimant en tant que porte-parole du groupe des employeurs à la Commission du programme, du budget et de l'administration, indique que la discussion de fond sur les Propositions de programme et budget pour 2010-11 a eu lieu pendant la session de mars 2009 du Conseil d'administration, et qu'il ne souhaite pas rouvrir la discussion.
5. Le groupe des employeurs ne suggérera pas de voter contre le programme et budget proposé, même si les employeurs ont des réserves à ce sujet étant donné la situation actuelle. Les employeurs souhaitent que l'OIT soit plus écoutée et plus forte dans le concert international.

-
6. L'intervenant dit que le budget est le meilleur à ce jour en termes de structure, de présentation et de qualité de la programmation. Il se félicite de l'utilisation par l'OIT de méthodes modernes d'audit, de contrôle et d'évaluation; du dialogue interactif instauré entre le Bureau et les partenaires sociaux en amont de la préparation des documents; de la réactivité du Bureau; de l'amélioration de la qualité des documents; et des efforts déployés par les services pour travailler ensemble. Il salue le fait que l'emploi est devenu la première priorité de l'OIT, et se félicite de l'accent mis sur les petites et moyennes entreprises, et des ajustements consacrés aux questions de migration.
 7. Le groupe des employeurs est préoccupé par le fait que le programme et budget proposé ne mobilise pas les parties pour lutter contre la crise économique; en fait, il est un exercice délicat pour essayer de satisfaire tout le monde. Le groupe émet des réserves quant à l'absence d'un mécanisme et d'une équipe pour veiller au suivi de la Déclaration de 2008. Le cadre stratégique pourrait être amélioré en le reliant davantage à la Déclaration et en répartissant d'une manière plus équilibrée les indicateurs du cadre relatifs aux responsabilités des Etats et à celles du Bureau.
 8. Le Bureau devrait réviser ses méthodes de travail et structures hiérarchiques afin de concentrer et de renforcer la gestion et les responsabilités des départements. Il faudrait accorder davantage d'attention à la rationalisation, aux bureaux extérieurs de l'OIT, à l'élaboration d'un système de présentation de rapports approprié sur les activités extérieures, et au renforcement des qualifications et des compétences du personnel. Le Bureau devrait affecter davantage de ressources au Comité consultatif de contrôle indépendant et élargir le mandat du comité.
 9. Les employeurs reconnaissent les progrès en matière de méthodes et de transparence, raison pour laquelle le budget ne devrait pas être refusé. Ils estiment que le programme et budget est techniquement bon mais qu'il est politiquement faible. Les employeurs encouragent le Bureau à accélérer le changement, à s'efforcer d'améliorer ses services et à rechercher l'excellence. Ils demandent aux mandants d'étudier la manière de poursuivre dans la voie du renforcement et de l'amélioration des activités du BIT.
 10. M. Nakajima, représentant le porte-parole du groupe des travailleurs à la Commission du programme, du budget et de l'administration, se félicite que le programme et budget, le cadre stratégique et la Déclaration sur la justice sociale prennent en compte l'impact de la crise économique sur le monde du travail. La Déclaration constitue un cadre approprié pour répondre à la crise, et elle devrait être rationalisée et rendue opérationnelle partout dans le Bureau, au moyen de plans d'action axés sur des résultats.
 11. Les travailleurs, compte tenu qu'il subit les conséquences de la crise, appuient le budget proposé à croissance zéro en termes réels. Les ressources limitées devraient être affectées à ceux qui en ont le plus besoin, à savoir les travailleurs qui ont été les plus durement touchés par la crise.
 12. L'intervenant déclare que les principes qui guident le cadre stratégique et le programme et budget ne devraient pas être affaiblis à cause d'une action concentrée à l'échelle nationale ou régionale. Les travailleurs approuvent l'accroissement des ressources pour les régions et l'élargissement des programmes par pays de promotion du travail décent afin de couvrir les quatre objectifs stratégiques, mais les travailleurs comptent que toutes les régions bénéficieront du même engagement en ce qui concerne la ratification et la mise en œuvre des normes, les relations professionnelles et l'amélioration des conditions de travail.
 13. L'accent devrait être mis sur les produits et activités du domaine du savoir ayant trait aux zones franches d'exportation, les chaînes d'approvisionnement mondiales et les salaires. Les travailleurs déplorent que la priorité donnée aux normes du travail et à la participation

des partenaires sociaux n'apparaisse pas systématiquement dans l'ensemble des résultats, et que le chapitre sur l'égalité entre les sexes ne traite pas des défis résultant de la crise. Les travailleurs sont déçus que la situation concernant les normes et leur perspective en matière d'emploi et de protection sociale ne soit pas suffisamment soulignée dans le programme et budget.

14. L'intervenant déclare que, compte tenu de la crise, la liberté d'association et la négociation collective devraient avoir une place essentielle dans les activités de l'OIT et que, comme les activités en matière de salaires, de relations professionnelles, de sécurité sociale, de sécurité et de santé au travail et de conditions de travail, la liberté d'association et la négociation collective devraient bénéficier de ressources supplémentaires. Davantage de ressources devraient être attribuées à ACTRAV, service que les syndicats sollicitent davantage.
15. Le représentant du gouvernement des Pays-Bas, s'exprimant au nom des pays industriels à économie de marché (PIEM), souligne l'amélioration nette de la qualité et de l'orientation du programme et budget et du cadre stratégique, ainsi que l'intégration plus forte du programme et budget, qui est présenté dans les deux documents à l'examen, dans les objectifs stratégiques et les sources de financement. Voilà qui met en évidence un progrès dans le sens d'une gestion axée sur les résultats. L'intervenant souligne que les indicateurs sont un processus continu, en particulier ceux qui mesurent la performance de l'OIT sur le terrain, et que ces derniers indicateurs devraient être hautement prioritaires. L'intervenant insiste aussi sur la nécessité que le cadre stratégique soit aligné sur les résultats présentés dans le programme et budget proposé, et qu'il reflète les commentaires formulés pendant les discussions de la session de mars 2009 du Conseil d'administration. Une version révisée du cadre stratégique, prenant en compte ces commentaires, devrait être communiquée à tous les mandants et être incluse en tant que document d'information dans les documents soumis à la session de novembre du Conseil d'administration, avec un document présentant l'état d'avancement de l'élaboration des indicateurs relatifs aux activités sur le terrain.
16. Le représentant du gouvernement de l'Afrique du Sud, s'exprimant au nom du groupe de l'Afrique, fait bon accueil au document et approuve le programme et budget proposé. Il se dit satisfait de l'attention positive qui y est accordée au développement rural, à l'économie informelle, aux migrations et au Centre de Turin. Il s'inquiète néanmoins de la dépendance accrue vis-à-vis des ressources émanant des donateurs.
17. Le représentant du gouvernement de la France s'associe à la déclaration du groupe des PIEM. Il déclare que le programme de la Conférence illustre la volonté de placer l'OIT au cœur de la promotion d'une mondialisation équitable, et que les effets sociaux de la crise économique rappellent la nécessité pour l'OIT d'aider ses mandants.
18. La rénovation du bâtiment du siège est une question urgente qui doit tenir compte de différentes sources de financement possibles, sans faire appel aux contributions des Etats Membres. Il demande quand sera prise une décision concernant la rénovation. Son gouvernement sera favorable à un schéma de rénovation autofinancé, et vigilant à la mise en place d'un réel plan d'entretien de l'immeuble rénové.
19. L'intervenant déclare que le plan stratégique des ressources humaines que le Bureau soumettra en novembre devra promouvoir une culture du résultat, être au service des objectifs fixés dans le Cadre stratégique 2010-2015 et renforcer la transparence sur les choix effectués dans le renouvellement des cadres partant à la retraite. Il souligne que la recherche d'efficacité, la mise en place de nouveaux systèmes de gestion, une meilleure anticipation des risques et la rationalisation des procédures établies sont nécessaires. Il

s'interroge également sur la possibilité d'examiner et d'adopter le cadre stratégique définitif en même temps que le programme et budget.

20. Le représentant du gouvernement de la Suède, s'exprimant au nom des pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) et du gouvernement des Pays-Bas, souscrit à la déclaration du groupe des PIEM et se félicite des efforts qui ont abouti à l'élaboration du programme et budget, ainsi que des discussions tripartites qui l'ont précédée. Il soutient pleinement le budget mais demeure préoccupé par la capacité de l'OIT d'obtenir les ressources extrabudgétaires prévues pour les deux prochaines périodes biennales, compte tenu de la crise économique actuelle.
21. Le programme et budget est une tentative ambitieuse de mettre en application la gestion axée sur les résultats. L'intervenant félicite le Bureau pour les progrès et les améliorations considérables qui ont été réalisés dans le programme et budget et dans le cadre stratégique. Il prend note de l'avis du Bureau selon lequel des plans de travail axés sur les résultats encouragent une utilisation souple des ressources et une culture du travail d'équipe. L'intervenant attend avec intérêt les présentations futures de plans de travail pour chacun des résultats stratégiques.
22. Le représentant du gouvernement d'El Salvador dit que son gouvernement appuie le budget. Bien que le cadre stratégique proposé soit encourageant, l'intervenant se dit préoccupé par la question de savoir si l'OIT disposera dans le budget ordinaire de ressources suffisantes pour répondre aux besoins et priorités des mandants, compte tenu de l'actuelle crise économique et sociale.
23. Le représentant du gouvernement de l'Inde souscrit aux remarques liminaires du Directeur général concernant la nécessité de fournir des services accrus aux mandants de l'OIT, en raison de la crise financière actuelle. Il note que le programme et budget pour 2010-11 en tient compte et que les secteurs techniques n'en pâtiront pas.
24. Il se dit préoccupé par la dépendance accrue vis-à-vis des ressources extrabudgétaires et par le niveau ambitieux du Compte supplémentaire du budget ordinaire destiné à financer les programmes par pays de promotion du travail décent. En effet, les activités de l'OIT seront de ce fait tributaires de la bonne volonté et de la capacité financière des donateurs. Il s'inquiète de la difficulté de dégager des ressources du Compte supplémentaire du budget ordinaire pour les relations professionnelles et la sécurité et la santé au travail. Il demande que l'OIT élabore un mécanisme adapté pour réglementer et gérer les ressources obtenues au titre du Compte supplémentaire du budget ordinaire, de façon à ce que les programmes par pays de promotion du travail décent ne souffrent pas des incertitudes quant à leur financement. L'intervenant appelle à une forte intégration des ressources du budget ordinaire et des contributions extrabudgétaires par les moyens suivants: flexibilité, mise en place d'un plan de réserve, priorisation des cibles et ajout d'un volet «Dépenses imprévues» pour faire face aux disparités dues au manque de ressources du Compte supplémentaire du budget ordinaire.
25. Bien que son gouvernement se félicite des augmentations du budget consacré aux programmes extérieurs en Asie et dans le Pacifique, des efforts supplémentaires doivent être faits pour atténuer les effets de la récession financière sur la promotion de l'emploi et sur les marchés du travail dynamiques dans cette région. Toutefois, il faut en même temps assurer un développement durable grâce à l'augmentation des ressources destinées aux emplois verts, au développement des compétences, à la microfinance, à l'égalité entre hommes et femmes, et à l'élimination du travail des enfants. L'intervenant appuie les propositions de programme et budget.

-
26. La représentante du gouvernement de la Tunisie appuie la déclaration faite par le groupe de l'Afrique et appuie les propositions de programme et de budget. La crise économique actuelle menace la stabilité et la paix sociale, et fait prendre conscience de la nécessité de relever les défis en matière d'emploi et de lutte contre la pauvreté. Elle note que le programme et budget facilite la mise en œuvre de la Déclaration de 2008. Le renforcement des capacités du BIT en matière d'assistance technique est essentiel pour répondre aux attentes des Etats Membres. L'intervenante appelle à une nouvelle stratégie en matière de ressources humaines, qui accroisse la performance au siège et sur le terrain et renforce les capacités des bureaux extérieurs, notamment celui d'Alger. Elle demande d'augmenter l'appui financier et technique aux territoires arabes occupés. Elle remercie le BIT pour la traduction en arabe des documents de la Conférence.
 27. La représentante du gouvernement de la Chine appuie le budget à croissance zéro en termes réels qui est proposé dans le programme et budget. Elle souligne que l'OIT doit renforcer sa transparence et son efficacité dans le contexte de la crise mondiale, et donner la priorité à l'emploi et à la protection sociale. Cela aiderait les partenaires sociaux à affronter la crise tout en accroissant le prestige international de l'OIT.
 28. La représentante du gouvernement de l'Allemagne souscrit à la déclaration du groupe des PIEM et aux Propositions de programme et budget pour 2010-11, notamment la croissance zéro en termes réels. Elle se dit toutefois préoccupée en ce qui concerne la capacité de l'OIT de couvrir les dépenses du budget ordinaire, eu égard à la crise mondiale actuelle. La mise en œuvre des décisions prises par la réunion du G20 de Londres est un défi pour l'OIT. L'intervenante attend avec intérêt de voir comment l'Organisation relèvera ce défi.
 29. La représentante du gouvernement de la Nouvelle-Zélande exprime l'appui constant de son gouvernement aux activités de l'OIT de promotion de la justice sociale au moyen de l'Agenda du travail décent. Son gouvernement a participé activement à l'élaboration du cadre stratégique, au réexamen de la structure extérieure de l'OIT et au suivi de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, en accordant un intérêt particulier à la gestion axée sur les résultats.
 30. La situation économique mondiale actuelle pose d'importants problèmes, mais elle offre également à l'OIT des possibilités d'aider ses mandants à faire face à la crise. Néanmoins, la crise et les mesures coûteuses qu'il a fallu prendre pour la surmonter ont eu des conséquences budgétaires pour son gouvernement, qui s'est vu obligé de plafonner ou de réduire ses budgets, et de redéfinir l'ordre de priorité de ses dépenses en fonction des nécessités les plus pressantes. L'intervenante constate les efforts déployés pour réduire les augmentations de coûts proposées, mais estime que davantage pourrait être fait pour parvenir à une croissance zéro en termes réels. C'est la raison pour laquelle son gouvernement s'abstiendra de voter sur les propositions de programme et de budget.
 31. Le représentant du gouvernement de la Suisse appuie la déclaration du groupe des PIEM et indique que son gouvernement est favorable aux grandes lignes des Propositions de programme et de budget pour 2010-11, y compris le cadre stratégique. La Suisse, Membre de l'OIT, est également le pays dans lequel l'Organisation a installé son siège à Genève et, à ce titre, est concernée par les propositions concernant la rénovation du bâtiment du siège. L'intervenant réitère la demande de son gouvernement, qui souhaite que l'on constitue aux fins de cette rénovation une réserve annuelle de 1 pour cent de la valeur du bâtiment. Une telle mesure implique que le montant de cette provision, actuellement établi à 2,5 millions de dollars E.-U. dans les propositions de budget, soit relevé à 7 millions de dollars.

-
- 32.** Le représentant du gouvernement de l'Argentine appuie le programme et budget et la proposition concernant la croissance zéro en termes réels. En ce qui concerne le budget, l'OIT se trouve confrontée à un double défi, puisqu'elle doit être capable de mettre en œuvre les activités prévues, notamment la Déclaration de 2008, et y parvenir dans le contexte de la crise économique actuelle. L'intervenant se félicite du rôle considérable attribué à l'OIT dans la Déclaration du G20. Il préconise un renforcement des ressources humaines dans les bureaux régionaux, afin d'apporter un appui aux mandants, et du Centre de Turin.
- 33.** La représentante du gouvernement de Cuba indique que son gouvernement n'est pas opposé aux Propositions de programme et de budget pour 2010-11, en particulier dans la mesure où elles tiennent compte des priorités définies dans les programmes par pays de promotion du travail décent, à savoir la création d'emplois, la protection sociale et la réduction de la pauvreté, domaines qui nécessitent une attention toute particulière. Elle salue les efforts déployés dans le cadre des programmes de coopération technique pour réaliser les objectifs de l'OIT et répondre aux besoins des mandants.
- 34.** Le représentant du gouvernement de l'Égypte se rallie à la déclaration du groupe de l'Afrique et se dit favorable aux Propositions de programme et de budget pour 2010-11. Compte tenu de la crise financière actuelle, il met en garde contre le risque qu'il y aurait à compter sur les contributions des donateurs pour financer les activités du programme.
- 35.** M^{me} O'Donovan, représentante du Secrétaire général, précise que le cadre stratégique a été approuvé par le Conseil d'administration à sa session de mars 2009, et qu'il a été tenu compte des vues exprimées au cours de la discussion. Ces vues seront prises en considération lors de l'exécution des trois programmes et budgets prévus dans le cadre stratégique. Afin de s'assurer que le document sera une référence utile pour les mandants de l'OIT, les membres du Conseil d'administration et un public plus large, le Bureau va réviser le document du cadre stratégique de manière à prendre en compte les décisions prises à l'issue de l'examen ultérieur du programme et budget, en particulier la proposition visant à ajouter deux nouveaux résultats et à introduire un certain nombre de précisions. Le Bureau publiera cette version révisée sur le site Internet de l'Organisation après l'adoption des propositions de programme et de budget par la Conférence. Une brochure sera également préparée, sur la base de la partie introductive du cadre stratégique, afin de faire comprendre clairement les grandes lignes d'action de l'Organisation pour les six prochaines années.
- 36.** Bien que la question de l'adoption du cadre stratégique ne fasse pas partie de l'ordre du jour de la commission, tel qu'établi en vertu de la Constitution de l'Organisation et du Règlement de la Conférence, et qu'elle ne soit de ce fait pas soumise officiellement à son examen, le Bureau tient à assurer à la commission qu'elle fait partie du cadre prévu pour la mise en œuvre du programme et budget.
- 37.** En ce qui concerne le projet de rénovation du bâtiment du siège, le Conseil d'administration a déjà pris certaines décisions. Lors de sa session de mars, il a habilité le Directeur général à engager des consultations avec les autorités helvétiques. Ces négociations sont en cours, et déboucheront sur des propositions détaillées qui seront présentées au Conseil d'administration à sa session de novembre 2009. L'intervenante confirme que le Bureau recherche une solution qui sera sans incidence sur les contributions des États Membres.
- 38.** Le président conclut en indiquant que la commission est prête à adopter le programme et budget pour 2010-11.

Résolution concernant l'adoption du programme et budget pour 2010-11 et la répartition du budget des recettes entre les Etats Membres

39. La commission était saisie du document C.F./D.4 récapitulant les données financières des Propositions de programme et de budget pour 2010-11 et comportant un projet de résolution destiné à être soumis à la Conférence. Suite à la décision de suivre la recommandation du Conseil d'administration au sujet du programme et budget, le Bureau a exécuté les contrats de change à terme pour les sommes en dollars des Etats-Unis dont l'Organisation aura besoin pour la période biennale de 2010-11. Les montants corrects à insérer dans la résolution officielle sont les suivants:

| | |
|---|-------------|
| Budget de dépenses | 726 720 000 |
| Budget des recettes | 726 720 000 |
| Taux de change budgétaire | 1,07 |
| Equivalence du budget total en francs suisses | 777 590 400 |

40. Le Trésorier et contrôleur des finances a expliqué que le document C.F./D.4 montre le budget final des dépenses et des recettes à la suite de l'achat de contrats à terme pour couvrir les besoins en dollars des Etats-Unis. Du fait de ces contrats, les montants mis en recouvrement auprès des Etats Membres sont maintenant protégés contre toute fluctuation des taux de change au cours de l'exercice 2010-11. Les différentiels d'intérêts entre le dollar des Etats-Unis et le franc suisse ont permis d'obtenir une prime de taux de change d'environ 3,4 millions de francs suisses. Conformément au Règlement financier, cette prime sera restituée aux Etats Membres à la fin de la période biennale, une moitié étant redistribuée par le biais du système d'incitation pour encourager le prompt paiement des contributions et l'autre étant versée à tous les Etats Membres.

41. *La commission recommande à la Conférence d'adopter la résolution, dont le texte figure à la fin du présent rapport.*

Demandes présentées en vertu de l'article 13, paragraphe 4, de la Constitution de l'OIT en vue de l'autorisation de participer au vote

42. Aucun document n'a été présenté sur ce point.

Etat de recouvrement des contributions des Etats Membres

43. La commission était saisie du document C.F./D.2 contenant des informations sur l'état de recouvrement des contributions des Etats Membres au 20 mai 2009.

44. Le Trésorier et contrôleur des finances indique que des contributions, qui n'apparaissent pas dans les informations contenues dans le document du Bureau, ont été reçues des Etats Membres suivants:

| | 2009 | Arriérés | Total en francs suisses |
|---------------------------|-------------------|------------------|-------------------------|
| Tunisie | 121 164 | – | 121 164 |
| Iraq | 59 199 | 329 339 | 388 538 |
| Espagne | 11 620 913 | – | 11 620 913 |
| Algérie | 332 291 | – | 332 291 |
| République centrafricaine | 3 905 | 8 012 | 11 917 |
| Arménie | – | 38 130 | 38 130 |
| Nigéria | 187 764 | – | 187 764 |
| Antigua-et-Barbuda | – | 7 969 | 7 969 |
| France | 24 637 983 | – | 24 637 983 |
| République de Corée | – | 5 134 836 | 5 134 836 |
| Roumanie | 17 368 | – | 17 368 |
| Malte | 66 487 | – | 66 487 |
| Turquie | 1 332 678 | – | 1 332 678 |
| Total | 38 379 752 | 5 518 286 | 43 898 038 |

La somme des montants versés à ce jour s'élève par conséquent à 230 925 047 francs suisses, dont 214 677 932 francs suisses au titre des contributions pour 2009 et 16 247 115 francs suisses au titre des arriérés de contributions. Le solde de la somme due s'élève de ce fait à 264 333 028 francs suisses.

45. Le représentant du gouvernement de l'Iraq fait noter avec satisfaction que son pays s'est acquitté de la totalité de ses contributions. Il précise que l'approbation du budget national a été retardée à cause de la crise financière, ce qui explique également le retard dans le versement des contributions de son pays. Il souligne que l'Iraq attache une grande importance aux activités de l'OIT, en particulier dans les domaines de la législation du travail et de la création d'emplois.
46. La représentante du gouvernement de la Tunisie confirme que la contribution de son gouvernement a été transférée le 18 avril 2009.
47. *La commission prend note des informations contenues dans le document.*

Barème des contributions au budget pour 2010

48. La commission était saisie du rapport II: Projet de programme et budget 2010-11 et autres questions financières, et du document C.F./D.3, qui contient un projet de barème des contributions au budget pour 2010.
49. *La commission recommande à la Conférence d'adopter la résolution dont le texte figure à la fin du présent rapport.*

Fixation de la contribution des nouveaux Etats Membres

50. La commission était saisie du rapport II: Projet de programme et budget 2010-11 et autres questions financières, qui présente en détail la fixation de la contribution proposée pour Tuvalu.

-
51. *La commission recommande à la Conférence d'adopter la résolution dont le texte figure à la fin du présent rapport.*

Composition du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail

52. La commission était saisie du rapport II: Projet de programme et budget 2010-11 et autres questions financières, qui contient des informations détaillées sur les nominations proposées au Tribunal administratif de l'OIT.
53. *La commission recommande à la Conférence d'adopter la résolution dont le texte figure à la fin du présent rapport.*

Amendements au Règlement financier

54. La commission était saisie du rapport II: Projet de programme et budget 2010-11 et autres questions financières, qui contient des informations détaillées sur les propositions d'amendements au Règlement financier.
55. *La commission recommande à la Conférence d'adopter la résolution dont le texte figure à la fin du présent rapport.*

Autres questions

56. Aucun document n'a été présenté sur ce point.
57. La représentante du gouvernement de Cuba demande l'assistance du Directeur général pour résoudre les problèmes auxquels est confronté son gouvernement pour effectuer des virements bancaires au titre des contributions au CINTERFOR.

Annexes

58. L'allocation du Directeur général concernant les Propositions de programme et de budget pour 2010-11 est annexée au présent rapport (annexe I).
59. Le projet de barème des contributions pour 2010 est joint au présent rapport (annexe II).
60. Un tableau présentant un résumé du budget proposé des dépenses et des recettes pour 2010-11 est joint au présent rapport (annexe III) ainsi qu'un résumé du budget des dépenses proposé pour 2010-11 par ligne de crédit (annexe IV).
61. Un état des contributions dues par les Etats Membres pour 2010 est également joint au présent rapport (annexe V).

Genève, le 4 juin 2009.

(Signé) A. Van Meeuwen
Président et rapporteur

Résolutions soumises à la Conférence

Résolution concernant l'adoption du programme et budget pour 2010-11 et la répartition du budget des recettes entre les Etats Membres

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

En application du Règlement financier, approuve pour le 72^e exercice, qui prendra fin le 31 décembre 2011, le budget des dépenses de l'Organisation internationale du Travail qui s'élève à 726 720 000 dollars des Etats-Unis, ainsi que le budget des recettes, d'un montant de 726 720 000 dollars des Etats-Unis, qui, au taux de change budgétaire de 1,07 franc suisse pour un dollar des Etats-Unis, correspond à 777 590 400 francs suisses, et décide que le budget des recettes, exprimé en francs suisses, devra être réparti entre les Etats Membres, conformément au barème des contributions recommandé par la Commission des finances des représentants gouvernementaux.

Résolution concernant le barème des contributions au budget pour 2010

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Décide, conformément à la pratique établie qui consiste à harmoniser les taux de contribution des Etats Membres de l'OIT avec leur quote-part prévue dans le barème de l'Organisation des Nations Unies, d'adopter le projet de barème des contributions pour 2010 figurant à la colonne 3 de l'annexe III au présent rapport.

Résolution concernant la fixation de la contribution des nouveaux Etats Membres

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Décide que, conformément à la pratique établie qui consiste à harmoniser les taux de contribution des Etats Membres de l'OIT avec leur quote-part prévue dans le barème de l'Organisation des Nations Unies, la contribution de Tuvalu au budget de l'OIT pour la période où il a été Membre de l'Organisation en 2008 et pour 2009 sera calculée sur la base du taux annuel de 0,001 pour cent.

Résolution concernant la composition du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Décide, conformément à l'article III du Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, de renouveler le mandat de M. Seydou Ba (Sénégal), de M. Giuseppe Barbagallo (Italie) et de M^{me} Dolores M. Hansen (Canada) pour une durée de trois ans.

Résolution concernant les amendements au Règlement financier

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Prenant acte qu'il faut modifier le Règlement financier pour assurer la conformité de la présentation de l'information financière avec les Normes comptables internationales pour le secteur public,

Décide d'apporter les modifications suivantes au Règlement financier ¹:

Article 10

2. Aussitôt que possible après que la Conférence a adopté le budget et que le montant total des crédits ouverts a été réparti entre les Membres de l'Organisation de la manière prescrite par la Conférence, le Directeur général fait parvenir tous les documents qui s'y rapportent aux Membres de l'Organisation, en indiquant que les contributions pour l'exercice sont dues et payables en francs suisses le 1^{er} janvier de chacune des années auxquelles elles se rapportent et en invitant chaque Membre à effectuer le versement de sa contribution à la date à laquelle elle est due ou aussitôt que possible après cette date. Le budget des dépenses est établi en dollars des Etats-Unis et converti en francs suisses au taux de change budgétaire.

~~5. Toutes les contributions payables au cours d'un exercice sont enregistrées comme des recettes de cet exercice et sont comptabilisées en dollars des Etats-Unis au taux de change budgétaire en vigueur au cours de cet exercice.~~

~~6.5. Le Directeur général présente à chaque session du Conseil d'administration un exposé de la situation du point de vue des finances des contributions acquittées par les Etats Membres et des dépenses et recettes budgétaires de l'Organisation.~~ Un exposé analogue est présenté chaque année à la Conférence.

~~7.6. Tout paiement au titre des contributions effectué par un Membre de l'Organisation qui n'a pas intégralement versé ses contributions pour les années civiles antérieures sera, à moins que la Conférence n'en décide autrement dans des cas déterminés, imputé sur le plus ancien de ces arriérés, y compris les montants restant dus au titre de contributions pour des périodes antérieures de participation en qualité de Membre, nonobstant toute intention contraire exprimée par le Membre débiteur. Lorsque les arriérés ou ces montants restant dus ont été consolidés, tout Membre de l'Organisation est tenu d'effectuer intégralement son versement annuel avant de liquider sa contribution courante pour l'année en question.~~

Article 17

1. Les dépenses imputées sur les crédits budgétaires d'un exercice correspondent aux paiements effectués au cours de cet exercice et aux engagements ~~non réglés se rapportant à des marchandises reçues ou à des services fournis non encore réglés au~~ le dernier jour de l'exercice. ~~La fraction des crédits budgétaires nécessaire pour faire face à ces engagements non réglés reste disponible pendant douze mois, après quoi~~ Une fois que les paiements correspondant à ces engagements ont été effectués, tout solde restant est porté aux recettes accessoires.

Article 23

~~1. Le Directeur général tient la comptabilité nécessaire et arrête des comptes définitifs états financiers pour chaque exercice année civile, faisant ressortir:~~

- ~~a) les recettes et les dépenses de tous les fonds;~~
- ~~b) l'utilisation des crédits ouverts, notamment:~~
 - ~~i) les crédits initialement ouverts;~~
 - ~~ii) le cas échéant, les crédits supplémentaires;~~
 - ~~iii) les crédits ouverts modifiés par des virements;~~

¹ Les ajouts sont soulignés et les suppressions barrées.

-
- iv) ~~les crédits, s'il en existe, autres que ceux qui ont été ouverts par la Conférence internationale du Travail;~~
 - v) ~~les sommes imputées sur ces crédits et, le cas échéant, sur d'autres crédits;~~
 - e) ~~l'actif et le passif à la fin de l'exercice.~~

Le Directeur général fournit également tous autres renseignements nécessaires pour indiquer la situation financière courante de l'Organisation.

2. Les états financiers correspondant à la seconde année de l'exercice comprennent des tableaux des recettes et dépenses du budget ordinaire pour l'exercice biennal et le calcul de tout excédent ou déficit, conformément à l'article 10, paragraphe 2, et à l'article 18 du présent règlement.

Article 24

~~Outre les comptes définitifs pour l'exercice, le Directeur général informe le Conseil d'administration de la situation des comptes à la fin de chaque année intermédiaire. Pour chaque entité pour laquelle le Conseil d'administration adopte un budget pour l'exercice, le Directeur général soumet au Conseil d'administration, à la fin de chaque exercice, un relevé de compte comparant le budget de cette entité, ajusté compte tenu de tous virements ou crédits supplémentaires autorisés par le Conseil d'administration, et les recettes et dépenses réelles.~~

Article 26

~~Les comptes définitifs états financiers~~ de l'Organisation sont présentés en dollars des Etats-Unis et établis conformément aux normes comptables en vigueur de façon générale au sein du système des Nations Unies. Toutefois, les écritures peuvent être tenues dans toute autre monnaie, selon ce que le Directeur général peut juger nécessaire. Les renseignements sur les contributions mises en recouvrement, les contributions reçues et les contributions non acquittées seront présentés en francs suisses dans les tableaux.

Article 27

~~Les comptes définitifs états financiers~~ sont soumis au Commissaire aux comptes au plus tard le 31 mars qui suit la fin de ~~l'exercice auquel~~ la période à laquelle ils se rapportent.

Article 28

1. Le Directeur général soumet au Conseil d'administration les ~~comptes définitifs états financiers~~ pour chaque ~~exercice année civile~~ et les rapports du Commissaire aux comptes à ce sujet avant le 1^{er} mai de l'année suivant la clôture de ~~cet exercice cette année.~~

2. Le Conseil d'administration les transmet à la Conférence, selon les dispositions de l'article 38, pour qu'elle les examine à sa session suivante.

Article 29

~~Les comptes définitifs états financiers~~ sont adoptés par la Conférence internationale du Travail.

Article 32

Le Directeur général peut prescrire le versement à titre gracieux des sommes qu'il juge nécessaire d'allouer dans l'intérêt de l'Organisation. Un relevé de ces sommes doit être présenté avec les ~~comptes définitifs états financiers.~~

Article 33

Le Directeur général peut, après une enquête approfondie, autoriser à passer par profits et pertes le montant des pertes de fonds, fournitures, matériel et autres avoirs, sauf les arriérés de contributions. Un état de toutes les sommes passées par profits et pertes au cours de l'exercice doit être soumis au Commissaire aux comptes en même temps que les ~~comptes définitifs états financiers.~~

Article 38

1. Le Commissaire aux comptes établit un rapport sur la vérification des états financiers et des tableaux y relatifs faisant ressortir la situation des comptes définitifs pour chaque ~~exercice année civile~~, dans lequel il consigne les renseignements qu'il juge nécessaires sur les questions visées à l'article 36, paragraphe 2, du Règlement financier et au mandat additionnel.

Annexe I

Conférence internationale du Travail – 98^e session

Allocution de M. Juan Somavia, Directeur général, à la Commission des finances des représentants gouvernementaux sur les Propositions de programme et de budget pour 2010-11

Monsieur l'Ambassadeur Van Meeuwen,

Excellences, Mesdames et Messieurs les délégués, Messieurs les porte-parole du groupe des employeurs et du groupe des travailleurs de la Commission du programme, du budget et de l'administration, chers amis,

Vous êtes saisis de la recommandation du Conseil d'administration du BIT invitant la Conférence internationale du Travail à adopter le programme et budget pour la période biennale 2010-11, le montant total des dépenses étant fixé provisoirement à quelque 665 millions de dollars des Etats-Unis.

Cette recommandation est le résultat de consultations approfondies et intensives auprès des mandants, processus qui a atteint son point culminant à la session de mars dernier du Conseil d'administration.

Permettez-moi de remercier sincèrement Monsieur l'Ambassadeur Rapacki, Président du Conseil d'administration et de la Commission du programme, du budget et de l'administration. Sa détermination a été essentielle pour orienter la discussion vers la proposition dont vous êtes maintenant saisis.

Il s'agit du premier document sur le programme et le budget à être guidé par la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, et du premier document de ce type découlant du Cadre stratégique 2010-2015.

Il traduit la détermination du Bureau à fournir des services accrus aux mandants, en particulier en ces temps de crise. Nous avons conscience des difficultés extraordinaires auxquelles les gouvernements sont confrontés, alors que vos budgets nationaux sont soumis à de nombreuses exigences nouvelles.

Voilà qui nous donne la responsabilité particulière de faire le meilleur usage de l'argent des contribuables, tout en soulignant l'importance de la transparence, de la responsabilisation, de l'efficacité et de l'efficacé.

Chacun convient clairement que l'Agenda du travail décent, tel qu'énoncé dans la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable et dans les propositions de programme et budget, est l'élément fondamental de la réponse de l'OIT à la crise dans toutes les régions.

Les discussions sur la proposition de budget ont tourné autour de quatre points liés entre eux. Je les aborderai maintenant un par un.

Le premier porte sur le niveau et la structure du budget ordinaire.

Le Conseil d'administration a recommandé le même niveau de budget que celui de 2008-09, auquel s'ajoutent de modestes augmentations de coûts, comme le montre le tableau B du rapport II.

Les ressources affectées aux régions ont été accrues de plus de 5 millions de dollars, soit une augmentation moyenne de 2,8 pour cent par rapport à 2008-09. L'accroissement global au titre des régions, sur cinq exercices biennaux, équivaut à 10,5 pour cent.

L'accroissement des ressources destinées aux régions ne s'est pas fait au détriment des ressources pour les secteurs techniques: celles-ci ont été maintenues, pour l'essentiel, à 100 pour cent de leur niveau actuel.

La proposition prévoit un niveau plus élevé de ressources pour les statistiques, l'administration du travail, l'inspection du travail, l'évaluation et le Comité consultatif de contrôle indépendant.

En outre, pendant la discussion en mars, plusieurs intervenants ont formulé des demandes spécifiques d'affectation de ressources. J'ai tenu compte de ces commentaires.

Dans les ajustements aux propositions de programme et de budget que j'ai proposés à la Commission du programme, du budget et de l'administration, j'ai donc suggéré d'affecter des ressources supplémentaires pour les activités dans les domaines suivants: économie informelle, économie rurale, migrations, Centre de Turin et suivi des décisions des organes de contrôle.

Dans le même temps, la proposition prévoit quelque 7,9 millions de dollars d'économies. Il s'agit du plus haut niveau d'économies à avoir été proposé dans les programmes et budgets récents. Cet effort a été systématique ces dernières années.

Les économies proviennent principalement de la diminution constante des ressources des services administratifs et d'appui, qui va de pair avec un recours accru aux technologies de l'information et de la communication. Les ressources ainsi économisées sont affectées à nos activités techniques. Toutefois, nous atteignons actuellement des limites d'efficacité, et les dépasser pourrait compromettre la qualité des services.

Le deuxième point porte sur la provision pour augmentation de coûts. Plusieurs gouvernements ont salué les efforts que le Bureau a accomplis pour réduire la provision proposée initialement.

Les membres de la commission se souviendront que de nouvelles données devenues disponibles pendant la session de mars du Conseil d'administration ont permis de réduire la provision proposée de 4,3 à 3,6 pour cent pour l'exercice biennal.

Les prévisions des institutions financières continuent de faire l'objet d'un suivi, et aucune évolution notable n'a été signalée. Il est fort peu probable que les prévisions à venir annoncent une nouvelle baisse de l'inflation. Comme je l'ai dit en mars, le risque que les importantes augmentations des dépenses publiques aient ultérieurement un impact inflationniste reste réel.

Le troisième point concerne la discussion sur les contributions volontaires.

Les propositions de programme et de budget lient étroitement le budget ordinaire et les contributions volontaires. Pour ce qui est de ces dernières, la proposition dont vous êtes saisis prévoit une augmentation estimée de 20 pour cent des ressources extrabudgétaires ainsi que le doublement du Compte supplémentaire du budget ordinaire par rapport à 2008-09. Il s'agit de projections et non d'engagements.

Beaucoup de gouvernements, mais également les groupes des employeurs et des travailleurs, ont formulé de nombreuses observations au sujet de l'augmentation prévue. Plusieurs intervenants ont douté que, en ces temps de crise, les contributions volontaires augmentent autant que prévu.

D'autres se sont inquiétés du fait que les propositions de budget dépendent beaucoup de ces deux sources de financement, qui peuvent ou non se matérialiser et qui rendraient l'Organisation excessivement dépendante des donateurs.

Tous ces commentaires sont justifiés et sensés. Mais, ainsi que nous l'avons déclaré en mars à la Commission du programme, du budget et de l'administration, notre proposition se fonde sur l'expérience passée.

En 2008, nous sommes parvenus à obtenir 300 millions de dollars de ressources extrabudgétaires, contre 240 millions en 2007.

De même, nous avons obtenu quelque 42 millions de dollars dans le cadre du Compte supplémentaire du budget ordinaire. Il s'agit d'un résultat remarquable pour une nouvelle modalité de contributions volontaires qui a été lancée il y a deux ans.

La manifestation que nous organisons le 8 juin pour les délégués sera l'occasion de partager des informations sur les progrès réalisés et sur les leçons que nous avons tirées à ce jour. J'invite les membres de la Commission des finances à y participer.

Nous savons que nos cibles pour 2010-11 sont ambitieuses. Mais nous ne voulions pas revoir nos ambitions à la baisse. Au contraire, nous pensons qu'elles correspondent aux besoins et aux attentes de nos mandants en matière de coopération technique et de conseils.

Il va sans dire que la crise actuelle entraîne de nouveaux défis et de nouveaux risques pour l'OIT et ses Membres. Dans le même temps, le Bureau doit répondre à de plus en plus de demandes urgentes, lesquelles peuvent se traduire par de nouvelles possibilités.

En ce qui concerne l'avenir, nous sommes convaincus que l'importance croissante de l'approche du travail décent pour faire face à la crise permettra d'obtenir davantage de soutien pour les activités du BIT.

Le quatrième et dernier point a trait à la discussion des propositions de programme.

Je dois dire que j'ai été impressionné, et heureux, de l'ampleur de l'appui apporté à l'orientation de ces propositions.

La très grande majorité des intervenants s'est félicitée du cadre stratégique simplifié qui est centré sur les principales priorités de l'Organisation, lesquelles sont prises en compte dans un nombre restreint de résultats.

De nombreux intervenants ont salué les améliorations des indicateurs de performance et des cibles, ainsi que l'approche plus rigoureuse pour les mesures de la performance.

Il a été proposé d'améliorer tant la procédure que les modalités d'examen par le Conseil d'administration des propositions de programme et de budget.

Je me félicite de ces propositions très constructives. Elles seront pleinement examinées, car nous continuons d'apprendre et de chercher à améliorer notre façon de s'acquitter de cet exercice complexe.

De plus, les membres de la Commission du programme, du budget et de l'administration ont fait des propositions importantes et concrètes pour améliorer encore le cadre présenté en mars.

L'annexe 3 au rapport II dont vous êtes saisis expose en détail les modifications apportées au programme et budget pour tenir compte de ces suggestions. J'en rappellerai brièvement les grandes lignes:

- premièrement, certaines formulations ont été modifiées afin de mieux refléter l'esprit de la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable;
- deuxièmement, plusieurs résultats et indicateurs ont été éclaircis;
- troisièmement, les critères de mesure ont été améliorés pour les cas qui ont été identifiés pendant la discussion;
- quatrièmement, nous avons établi, chaque fois que cela était réaliste, des cibles plus ambitieuses, en mettant l'accent sur celles que les membres de la Commission du programme, du budget et de l'administration jugeaient particulièrement insuffisantes;
- enfin, et c'est là le point le plus important, pour répondre à une demande pressante, nous avons rattaché à chacun des quatre groupes de droits et principes fondamentaux un ensemble de résultats, d'indicateurs et de cibles spécifiques. Outre le résultat relatif à la liberté d'association et à la négociation collective, nous avons désormais trois résultats distincts pour le travail des enfants, le travail forcé et la discrimination au travail.

La Commission du programme, du budget et de l'administration s'est également félicitée des modifications des méthodes de travail sur lesquelles se fondent les propositions. Ces modifications répondent à la volonté renouvelée de privilégier le travail d'équipe, en adoptant des approches communes pour les 19 résultats, en partageant les responsabilités entre les secteurs, au siège et dans les régions, et en mettant fortement l'accent sur la collaboration dans les activités menées dans les régions.

Les activités visant à modifier et à adapter ces nouvelles méthodes de travail sont déjà engagées. Dès le mois de mai, j'ai pris de nouvelles mesures pour accélérer la réforme en cours sur la gestion du changement au Bureau, comme le demande la Déclaration sur la justice sociale. Des plans de travail axés sur les résultats – un pour chacun des 19 résultats – seront préparés avant le début de la période biennale 2010-11.

La mise en œuvre de la structure extérieure à deux niveaux, que le Conseil d'administration m'a autorisé à faire avancer en mars dernier, doit également être replacée dans ce contexte, au même titre que d'autres stratégies relatives aux connaissances et aux ressources humaines, que nous examinerons en novembre à la prochaine session du Conseil d'administration.

Prises ensemble, toutes ces mesures s'inscrivent dans le cadre de nos initiatives régulières et systématiques visant à ce que le Bureau soit plus efficace, plus efficient, davantage axé sur les résultats, et à ce qu'il agisse sur la base de pratiques institutionnelles transparentes, responsables et rigoureuses du point de vue financier.

Plus que jamais, notre but principal est d'améliorer la capacité de l'Organisation de fournir à ses Membres des services globalement, dans les régions et dans les pays.

Pour conclure, je souhaiterais rappeler ce que j'ai indiqué hier dans mon allocution d'ouverture.

A sa session de juin dernier, la Conférence, en adoptant la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, a donné à l'Organisation l'impulsion pour une nouvelle vision.

Cette vision a confirmé la confiance des Membres de l'OIT et leur soutien constant à une Organisation forte et efficace. Il faudra continuer de tout faire pour mériter la confiance placée en nous.

Hier, j'ai également énuméré les éléments de l'action de l'Organisation destinée à faire face à la crise, ainsi que les différentes initiatives prises. L'Organisation a démontré sa capacité de réagir rapidement et de s'adapter aux nouvelles circonstances. Cette réactivité est facilitée par toute l'importance que nous ne cessons de donner à une gestion rigoureuse.

Ces divers éléments vont ensemble et renforcent l'Organisation.

Le budget que le Conseil d'administration vous a proposé repose sur une approche rigoureuse en matière financière et axée sur des résultats, qui privilégie la transparence, les économies, l'efficacité et l'efficacé.

Je suis convaincu que le budget soumis par le Conseil d'administration à la Commission des finances nous permettra de tenir nos engagements et d'atteindre les résultats que les Membres demandent.

Je tiens encore à remercier la Commission des finances pour les orientations qu'elle nous fournit au fil des ans, et je vous demande d'accepter de transmettre à la plénière, en vue de son adoption, la recommandation du Conseil d'administration sur la résolution concernant le budget.

Je vous remercie de votre attention.

Annexe II

Barèmes de contributions

| Etats | OIT Barème pour 2009 Colonne 1 % | ONU Barème pour 2007-2009 Colonne 2 % | OIT Projet de barème pour 2010 Colonne 3 % | Augmentation (diminution) entre les colonnes 3 et 1 Colonne 4 % |
|-------------------------|--|---|--|---|
| 1 Afghanistan | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 2 Afrique du Sud | 0,290 | 0,290 | 0,290 | - |
| 3 Albanie | 0,006 | 0,006 | 0,006 | - |
| 4 Algérie | 0,085 | 0,085 | 0,085 | - |
| 5 Allemagne | 8,581 | 8,577 | 8,581 | - |
| 6 Angola | 0,003 | 0,003 | 0,003 | - |
| 7 Antigua-et-Barbuda | 0,002 | 0,002 | 0,002 | - |
| 8 Arabie saoudite | 0,748 | 0,748 | 0,748 | - |
| 9 Argentine | 0,325 | 0,325 | 0,325 | - |
| 10 Arménie | 0,002 | 0,002 | 0,002 | - |
| 11 Australie | 1,788 | 1,787 | 1,788 | - |
| 12 Autriche | 0,888 | 0,887 | 0,888 | - |
| 13 Azerbaïdjan | 0,005 | 0,005 | 0,005 | - |
| 14 Bahamas | 0,016 | 0,016 | 0,016 | - |
| 15 Bahreïn | 0,033 | 0,033 | 0,033 | - |
| 16 Bangladesh | 0,010 | 0,010 | 0,010 | - |
| 17 Barbade | 0,009 | 0,009 | 0,009 | - |
| 18 Bélarus | 0,020 | 0,020 | 0,020 | - |
| 19 Belgique | 1,103 | 1,102 | 1,103 | - |
| 20 Belize | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 21 Bénin | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 22 Bolivie | 0,006 | 0,006 | 0,006 | - |
| 23 Bosnie-Herzégovine | 0,006 | 0,006 | 0,006 | - |
| 24 Botswana | 0,014 | 0,014 | 0,014 | - |
| 25 Brésil | 0,877 | 0,876 | 0,877 | - |
| 26 Brunéi Darussalam | 0,026 | 0,026 | 0,026 | - |
| 27 Bulgarie | 0,020 | 0,020 | 0,020 | - |
| 28 Burkina Faso | 0,002 | 0,002 | 0,002 | - |
| 29 Burundi | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 30 Cambodge | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 31 Cameroun | 0,009 | 0,009 | 0,009 | - |
| 32 Canada | 2,979 | 2,977 | 2,978 | (0,001) |
| 33 Cap-Vert | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 34 Chili | 0,161 | 0,161 | 0,161 | - |
| 35 Chine | 2,668 | 2,667 | 2,668 | - |
| 36 Chypre | 0,044 | 0,044 | 0,044 | - |
| 37 Colombie | 0,105 | 0,105 | 0,105 | - |
| 38 Comores | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 39 Congo | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 40 Corée, République de | 2,174 | 2,173 | 2,174 | - |
| 41 Costa Rica | 0,032 | 0,032 | 0,032 | - |
| 42 Côte d'Ivoire | 0,009 | 0,009 | 0,009 | - |
| 43 Croatie | 0,050 | 0,050 | 0,050 | - |
| 44 Cuba | 0,054 | 0,054 | 0,054 | - |
| 45 Danemark | 0,739 | 0,739 | 0,739 | - |
| 46 Djibouti | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 47 Dominique | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 48 Egypte | 0,088 | 0,088 | 0,088 | - |
| 49 El Salvador | 0,020 | 0,020 | 0,020 | - |

| Etats | OIT Barème pour 2009 Colonne 1 % | ONU Barème pour 2007-2009 Colonne 2 % | OIT Projet de barème pour 2010 Colonne 3 % | Augmentation (diminution) entre les colonnes 3 et 1 Colonne 4 % |
|--|---|--|---|--|
| 50 Emirats arabes unis | 0,302 | 0,302 | 0,302 | - |
| 51 Equateur | 0,021 | 0,021 | 0,021 | - |
| 52 Erythrée | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 53 Espagne | 2,970 | 2,968 | 2,969 | (0,001) |
| 54 Estonie | 0,016 | 0,016 | 0,016 | - |
| 55 Etats-Unis | 22,000 | 22,000 | 22,000 | - |
| 56 Ethiopie | 0,003 | 0,003 | 0,003 | - |
| 57 Ex-République yougoslave de Macédoine | 0,005 | 0,005 | 0,005 | - |
| 58 Fidji (les) | 0,003 | 0,003 | 0,003 | - |
| 59 Finlande | 0,564 | 0,564 | 0,564 | - |
| 60 France | 6,304 | 6,301 | 6,304 | - |
| 61 Gabon | 0,008 | 0,008 | 0,008 | - |
| 62 Gambie | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 63 Géorgie | 0,003 | 0,003 | 0,003 | - |
| 64 Ghana | 0,004 | 0,004 | 0,004 | - |
| 65 Grèce | 0,596 | 0,596 | 0,596 | - |
| 66 Grenade | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 67 Guatemala | 0,032 | 0,032 | 0,032 | - |
| 68 Guinée | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 69 Guinée équatoriale | 0,002 | 0,002 | 0,002 | - |
| 70 Guinée-Bissau | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 71 Guyana | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 72 Haïti | 0,002 | 0,002 | 0,002 | - |
| 73 Honduras | 0,005 | 0,005 | 0,005 | - |
| 74 Hongrie | 0,244 | 0,244 | 0,244 | - |
| 75 Iles Marshall | - | 0,001 | 0,001 | 0,001 |
| 76 Iles Salomon | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 77 Inde | 0,450 | 0,450 | 0,450 | - |
| 78 Indonésie | 0,161 | 0,161 | 0,161 | - |
| 79 Iran, République islamique d' | 0,180 | 0,180 | 0,180 | - |
| 80 Iraq | 0,015 | 0,015 | 0,015 | - |
| 81 Irlande | 0,445 | 0,445 | 0,445 | - |
| 82 Islande | 0,037 | 0,037 | 0,037 | - |
| 83 Israël | 0,419 | 0,419 | 0,419 | - |
| 84 Italie | 5,081 | 5,079 | 5,081 | - |
| 85 Jamahiriya arabe libyenne | 0,062 | 0,062 | 0,062 | - |
| 86 Jamaïque | 0,010 | 0,010 | 0,010 | - |
| 87 Japon | 16,632 | 16,624 | 16,631 | (0,001) |
| 88 Jordanie | 0,012 | 0,012 | 0,012 | - |
| 89 Kazakhstan | 0,029 | 0,029 | 0,029 | - |
| 90 Kenya | 0,010 | 0,010 | 0,010 | - |
| 91 Kirghizistan | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 92 Kiribati | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 93 Koweït | 0,182 | 0,182 | 0,182 | - |
| 94 Lesotho | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 95 Lettonie | 0,018 | 0,018 | 0,018 | - |
| 96 Liban | 0,034 | 0,034 | 0,034 | - |
| 97 Libéria | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 98 Lituanie | 0,031 | 0,031 | 0,031 | - |
| 99 Luxembourg | 0,085 | 0,085 | 0,085 | - |
| 100 Madagascar | 0,002 | 0,002 | 0,002 | - |
| 101 Malaisie | 0,190 | 0,190 | 0,190 | - |
| 102 Malawi | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |

| Etats | OIT | ONU | OIT | Augmentation |
|---|---------------------------------------|--|---|---|
| | Barème pour 2009 Colonne 1 % | Barème pour 2007-2009 Colonne 2 % | Projet de barème pour 2010 Colonne 3 % | (diminution) entre les colonnes 3 et 1 Colonne 4 % |
| 103 Maldives, République de | - | 0,001 | 0,001 | 0,001 |
| 104 Mali | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 105 Malte | 0,017 | 0,017 | 0,017 | - |
| 106 Maroc | 0,042 | 0,042 | 0,042 | - |
| 107 Maurice | 0,011 | 0,011 | 0,011 | - |
| 108 Mauritanie | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 109 Mexique | 2,258 | 2,257 | 2,258 | - |
| 110 Moldova, République de | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 111 Mongolie | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 112 Monténégro (le) | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 113 Mozambique | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 114 Myanmar | 0,005 | 0,005 | 0,005 | - |
| 115 Namibie | 0,006 | 0,006 | 0,006 | - |
| 116 Népal | 0,003 | 0,003 | 0,003 | - |
| 117 Nicaragua | 0,002 | 0,002 | 0,002 | - |
| 118 Niger | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 119 Nigéria | 0,048 | 0,048 | 0,048 | - |
| 120 Norvège | 0,783 | 0,782 | 0,783 | - |
| 121 Nouvelle-Zélande | 0,256 | 0,256 | 0,256 | - |
| 122 Oman | 0,073 | 0,073 | 0,073 | - |
| 123 Ouganda | 0,003 | 0,003 | 0,003 | - |
| 124 Ouzbékistan | 0,008 | 0,008 | 0,008 | - |
| 125 Pakistan | 0,059 | 0,059 | 0,059 | - |
| 126 Panama | 0,023 | 0,023 | 0,023 | - |
| 127 Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0,002 | 0,002 | 0,002 | - |
| 128 Paraguay | 0,005 | 0,005 | 0,005 | - |
| 129 Pays-Bas | 1,874 | 1,873 | 1,874 | - |
| 130 Pérou | 0,078 | 0,078 | 0,078 | - |
| 131 Philippines | 0,078 | 0,078 | 0,078 | - |
| 132 Pologne | 0,501 | 0,501 | 0,501 | - |
| 133 Portugal | 0,527 | 0,527 | 0,527 | - |
| 134 Qatar | 0,085 | 0,085 | 0,085 | - |
| 135 République arabe syrienne | 0,016 | 0,016 | 0,016 | - |
| 136 République centrafricaine | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 137 République démocratique du Congo | 0,003 | 0,003 | 0,003 | - |
| 138 République démocratique populaire lao | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 139 République dominicaine | 0,024 | 0,024 | 0,024 | - |
| 140 République tchèque | 0,281 | 0,281 | 0,281 | - |
| 141 Roumanie | 0,070 | 0,070 | 0,070 | - |
| 142 Royaume-Uni | 6,645 | 6,642 | 6,645 | - |
| 143 Russie, Fédération de | 1,201 | 1,200 | 1,201 | - |
| 144 Rwanda | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 145 Sainte-Lucie | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 146 Saint-Kitts-et-Nevis | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 147 Saint-Marin | 0,003 | 0,003 | 0,003 | - |
| 148 Saint-Vincent-et-les Grenadines | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 149 Samoa | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 150 Sao Tomé-et-Principe | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 151 Sénégal | 0,004 | 0,004 | 0,004 | - |
| 152 Serbie | 0,021 | 0,021 | 0,021 | - |
| 153 Seychelles | 0,002 | 0,002 | 0,002 | - |
| 154 Sierra Leone | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 155 Singapour | 0,347 | 0,347 | 0,347 | - |
| 156 Slovaquie | 0,063 | 0,063 | 0,063 | - |

| Etats | OIT Barème pour 2009 Colonne 1 % | ONU Barème pour 2007-2009 Colonne 2 % | OIT Projet de barème pour 2010 Colonne 3 % | Augmentation (diminution) entre les colonnes 3 et 1 Colonne 4 % |
|-------------------------------------|--|---|--|---|
| 157 Slovénie | 0,096 | 0,096 | 0,096 | - |
| 158 Somalie | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 159 Soudan | 0,010 | 0,010 | 0,010 | - |
| 160 Sri Lanka | 0,016 | 0,016 | 0,016 | - |
| 161 Suède | 1,072 | 1,071 | 1,072 | - |
| 162 Suisse | 1,217 | 1,216 | 1,217 | - |
| 163 Suriname | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 164 Swaziland | 0,002 | 0,002 | 0,002 | - |
| 165 Tadjikistan | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 166 Tanzanie, République-Unie de | 0,006 | 0,006 | 0,006 | - |
| 167 Tchad | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 168 Thaïlande | 0,186 | 0,186 | 0,186 | - |
| 169 Timor-Leste | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 170 Togo | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 171 Trinité-et-Tobago | 0,027 | 0,027 | 0,027 | - |
| 172 Tunisie | 0,031 | 0,031 | 0,031 | - |
| 173 Turkménistan | 0,006 | 0,006 | 0,006 | - |
| 174 Turquie | 0,381 | 0,381 | 0,381 | - |
| 175 Tuvalu | - | 0,001 | 0,001 | 0,001 |
| 176 Ukraine | 0,045 | 0,045 | 0,045 | - |
| 177 Uruguay | 0,027 | 0,027 | 0,027 | - |
| 178 Vanuatu | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 179 Venezuela, Rép. bolivarienne du | 0,200 | 0,200 | 0,200 | - |
| 180 Viet Nam | 0,024 | 0,024 | 0,024 | - |
| 181 Yémen | 0,007 | 0,007 | 0,007 | - |
| 182 Zambie | 0,001 | 0,001 | 0,001 | - |
| 183 Zimbabwe | 0,008 | 0,008 | 0,008 | - |
| | 100,000 | 99,967 | 100,000 | 0,000 |

Annexe III

Résumé du budget proposé des dépenses et des recettes pour 2010-11

| | Dépenses | | | Recettes | | | |
|--|--------------------|-----------------------|---------------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|--------------------|
| | Budget 2008-09 | Prévisions 2010-11 | | Budget 2008-09 | | Prévisions 2010-11 | |
| | en \$ E.-U. | en \$ E.-U. | | en \$ E.-U. | en CHF | en \$ E.-U. | en CHF |
| Partie I Budget courant | 634 163 177 | 718 898 200 | Contributions des Etats Membres | 641 730 000 | 789 327 900 | 726 720 000 | 777 590 400 |
| Partie II Dépenses imprévues | 875 000 | 875 000 | | | | | |
| Partie III Fonds de roulement | – | – | | | | | |
| Partie IV Investissements institutionnels et éléments extraordinaires | 6 691 823 | 6 946 800 | | | | | |
| Budget effectif de fonctionnement | 641 730 000 | 726 720 000 | | 641 730 000 | 789 327 900 | 726 720 000 | 777 590 400 |

Annexe IV

Budget des dépenses proposé, par ligne de crédit (en dollars des Etats-Unis)

| Catégorie | Budget 2008-09 | Prévisions 2010-11 (en dollars constants de 2008-09) | Prévisions 2010-11 (recalculées) 1,23 à 1,07 |
|---|--------------------|---|---|
| PARTIE I. BUDGET COURANT | | | |
| A. Organes directeurs | 71 931 510 | 68 943 483 | 79 304 958 |
| B. Objectifs stratégiques | 475 936 861 | 480 673 229 | 542 334 389 |
| Emploi | 146 336 447 | 148 199 424 | 167 210 568 |
| Protection sociale | 96 920 016 | 98 345 832 | 110 961 717 |
| Dialogue social | 139 193 081 | 138 096 454 | 155 811 582 |
| Normes | 93 487 317 | 96 031 519 | 108 350 522 |
| C. Services de management | 56 320 405 | 55 063 332 | 63 243 523 |
| D. Autres provisions budgétaires | 35 402 984 | 35 402 984 | 40 120 297 |
| Ajustement pour mouvement de personnel | -5 428 583 | -5 428 583 | -6 104 967 |
| Total partie I | 634 163 177 | 634 654 445 | 718 898 200 |
| PARTIE II. DEPENSES IMPREVUES | | | |
| Dépenses imprévues | 875 000 | 875 000 | 875 000 |
| PARTIE III. FONDS DE ROULEMENT | | | |
| Fonds de roulement | - | - | - |
| Total parties I-III | 635 038 177 | 635 529 445 | 719 773 200 |
| PARTIE IV. INVESTISSEMENTS INSTITUTIONNELS ET ELEMENTS EXTRAORDINAIRES | | | |
| Investissements institutionnels et éléments extraordinaires | 6 691 823 | 6 200 555 | 6 946 800 |
| Total parties I-IV | 641 730 000 | 641 730 000 | 726 720 000 |

Annexe V

Budget des recettes pour 2010-11

Etat des contributions dues pour les Etats Membres pour 2010 (en francs suisses)

| Etats Membres | Contributions fixées pour 2010 | | Crédit au titre de (1) : | | | Total des crédits | Contribution nette pour 2010 |
|--|--------------------------------|------------|---------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------|------------------------------|
| | | | 2008 système d'incitation | Années antérieures | | | |
| | % | Amount | | 50% de la prime nette | Excédent de trésorerie | | |
| 1 Afghanistan | 0,001 | 3 888 | | - | 18 | 18 | 3 870 |
| 2 Afrique du Sud | 0,290 | 1 127 506 | 4 027 | - | - | 4 027 | 1 123 479 |
| 3 Albanie | 0,006 | 23 328 | 81 | - | - | 81 | 23 247 |
| 4 Algérie | 0,085 | 330 476 | 1 104 | - | - | 1 104 | 329 372 |
| 5 Allemagne | 8,581 | 33 362 516 | 117 420 | - | - | 117 420 | 33 245 096 |
| 6 Angola | 0,003 | 11 664 | 42 | - | - | 42 | 11 622 |
| 7 Antigua-et-Barbuda | 0,002 | 7 776 | | 535 | 705 | 1 240 | 6 536 |
| 8 Arabie saoudite | 0,748 | 2 908 188 | 9 555 | - | - | 9 555 | 2 898 633 |
| 9 Argentine | 0,325 | 1 263 584 | | - | 8 566 | 8 566 | 1 255 018 |
| 10 Arménie | 0,002 | 7 776 | 10 | - | - | 10 | 7 766 |
| 11 Australie | 1,788 | 6 951 658 | 24 840 | - | - | 24 840 | 6 926 818 |
| 12 Autriche | 0,888 | 3 452 501 | 12 285 | - | - | 12 285 | 3 440 216 |
| 13 Azerbaïdjan | 0,005 | 19 440 | 3 | - | - | 3 | 19 437 |
| 14 Bahamas | 0,016 | 62 207 | 110 | - | - | 110 | 62 097 |
| 15 Bahreïn | 0,033 | 128 302 | 458 | - | - | 458 | 127 844 |
| 16 Bangladesh | 0,010 | 38 879 | 137 | - | - | 137 | 38 742 |
| 17 Barbade | 0,009 | 34 992 | 102 | - | - | 102 | 34 890 |
| 18 Bélarus | 0,020 | 77 759 | 228 | - | - | 228 | 77 531 |
| 19 Belgique | 1,103 | 4 288 411 | | - | 9 577 | 9 577 | 4 278 834 |
| 20 Belize | 0,001 | 3 888 | 1 | - | - | 1 | 3 887 |
| 21 Bénin | 0,001 | 3 888 | 14 | - | - | 14 | 3 874 |
| 22 Bolivie | 0,006 | 23 328 | | - | - | - | 23 328 |
| 23 Bosnie-Herzégovine | 0,006 | 23 328 | 72 | - | - | 72 | 23 256 |
| 24 Botswana | 0,014 | 54 431 | | - | - | - | 54 431 |
| 25 Brésil | 0,877 | 3 409 734 | | 41 267 | 13 641 | 54 908 | 3 354 826 |
| 26 Brunei Darussalam | 0,026 | 101 087 | | - | - | - | 101 087 |
| 27 Bulgarie | 0,020 | 77 759 | 278 | - | - | 278 | 77 481 |
| 28 Burkina Faso | 0,002 | 7 776 | 28 | - | - | 28 | 7 748 |
| 29 Burundi | 0,001 | 3 888 | | - | - | - | 3 888 |
| 30 Cambodge | 0,001 | 3 888 | 5 | - | - | 5 | 3 883 |
| 31 Cameroun | 0,009 | 34 992 | | - | - | - | 34 992 |
| 32 Canada | 2,978 | 11 578 321 | 41 387 | - | - | 41 387 | 11 536 934 |
| 33 Cap-Vert | 0,001 | 3 888 | | - | - | - | 3 888 |
| 34 Chili | 0,161 | 625 960 | | - | - | - | 625 960 |
| 35 Chine | 2,668 | 10 373 056 | | - | - | - | 10 373 056 |
| 36 Chypre | 0,044 | 171 070 | 551 | - | - | 551 | 170 519 |
| 37 Colombie | 0,105 | 408 235 | 1 294 | - | - | 1 294 | 406 941 |
| 38 Comores | 0,001 | 3 888 | | - | - | - | 3 888 |
| 39 Congo | 0,001 | 3 888 | 14 | - | - | 14 | 3 874 |
| 40 Corée, République de | 2,174 | 8 452 408 | | - | 16 085 | 16 085 | 8 436 323 |
| 41 Costa Rica | 0,032 | 124 414 | 19 | - | 268 | 287 | 124 127 |
| 42 Côte d'Ivoire | 0,009 | 34 992 | | 202 | 89 | 291 | 34 701 |
| 43 Croatie | 0,050 | 194 398 | 12 | - | 331 | 343 | 194 055 |
| 44 Cuba | 0,054 | 209 949 | | - | 385 | 385 | 209 564 |
| 45 Danemark | 0,739 | 2 873 196 | 9 906 | - | - | 9 906 | 2 863 290 |
| 46 Djibouti | 0,001 | 3 888 | | - | - | - | 3 888 |
| 47 Dominique | 0,001 | 3 888 | | 21 | - | 21 | 3 867 |
| 48 Egypte | 0,088 | 342 140 | 1 143 | - | - | 1 143 | 340 997 |
| 49 El Salvador | 0,020 | 77 759 | | - | 197 | 197 | 77 562 |
| 50 Emirats arabes unis | 0,302 | 1 174 161 | | - | 2 103 | 2 103 | 1 172 058 |
| 51 Equateur | 0,021 | 81 647 | | - | - | - | 81 647 |
| 52 Erythrée | 0,001 | 3 888 | 13 | - | - | 13 | 3 875 |
| 53 Espagne | 2,969 | 11 543 329 | 34 963 | - | - | 34 963 | 11 508 366 |
| 54 Estonie | 0,016 | 62 207 | 217 | - | - | 217 | 61 990 |
| 55 Etats-Unis | 22,000 | 85 534 944 | | - | 196 919 | 196 919 | 85 338 025 |
| 56 Ethiopie | 0,003 | 11 664 | 42 | - | - | 42 | 11 622 |
| 57 Ex-République yougoslave de Macédoine | 0,005 | 19 440 | 1 | - | - | 1 | 19 439 |

| Etats Membres | Contributions fixes pour 2010 | | Crédit au titre de (1) : | | | Total des crédits | Contribution nette pour 2010 |
|----------------------------------|----------------------------------|------------|---------------------------------|--------------------------|---------------------------|-------------------------|------------------------------------|
| | | | 2008 système d'incitation | Années antérieures | | | |
| | | | | 50% de la prime nette | Excédent de trésorerie | | |
| % | Amount | | | | | | |
| 58 Fidji (les) | 0,003 | 11 664 | 38 | - | 36 | 74 | 11 590 |
| 59 Finlande | 0,564 | 2 192 805 | 7 484 | - | - | 7 484 | 2 185 321 |
| 60 France | 6,304 | 24 509 649 | 83 557 | - | - | 83 557 | 24 426 092 |
| 61 Gabon | 0,008 | 31 104 | 79 | - | 81 | 160 | 30 944 |
| 62 Gambie | 0,001 | 3 888 | - | - | - | - | 3 888 |
| 63 Géorgie | 0,003 | 11 664 | 37 | - | - | 37 | 11 627 |
| 64 Ghana | 0,004 | 15 552 | - | - | - | - | 15 552 |
| 65 Grèce | 0,596 | 2 317 219 | - | - | 4 744 | 4 744 | 2 312 475 |
| 66 Grenade | 0,001 | 3 888 | - | - | - | - | 3 888 |
| 67 Guatemala | 0,032 | 124 414 | 79 | - | - | 79 | 124 335 |
| 68 Guinée | 0,001 | 3 888 | - | - | 27 | 27 | 3 861 |
| 69 Guinée équatoriale | 0,002 | 7 776 | 28 | - | - | 28 | 7 748 |
| 70 Guinée-Bissau | 0,001 | 3 888 | - | - | - | - | 3 888 |
| 71 Guyana | 0,001 | 3 888 | 14 | - | - | 14 | 3 874 |
| 72 Haïti | 0,002 | 7 776 | - | - | - | - | 7 776 |
| 73 Honduras | 0,005 | 19 440 | 52 | - | 45 | 97 | 19 343 |
| 74 Hongrie | 0,244 | 948 660 | 3 197 | - | - | 3 197 | 945 463 |
| 75 Iles Marshall | 0,001 | 3 888 | - | - | 2 | 2 | 3 886 |
| 76 Iles Salomon | 0,001 | 3 888 | - | 628 | 190 | 818 | 3 070 |
| 77 Inde | 0,450 | 1 749 578 | 6 251 | - | - | 6 251 | 1 743 327 |
| 78 Indonésie | 0,161 | 625 960 | 2 061 | - | - | 2 061 | 623 899 |
| 79 Iran, République islamique d' | 0,180 | 699 831 | - | 4 524 | 1 405 | 5 929 | 693 902 |
| 80 Iraq | 0,015 | 58 319 | - | - | - | - | 58 319 |
| 81 Irlande | 0,445 | 1 730 139 | - | - | 3 133 | 3 133 | 1 727 006 |
| 82 Islande | 0,037 | 143 854 | 509 | - | - | 509 | 143 345 |
| 83 Israël | 0,419 | 1 629 052 | 1 168 | 9 324 | - | 10 492 | 1 618 560 |
| 84 Italie | 5,081 | 19 754 684 | - | - | - | - | 19 754 684 |
| 85 Jamahiriya arabe libyenne | 0,062 | 241 053 | - | - | - | - | 241 053 |
| 86 Jamaïque | 0,010 | 38 879 | 110 | - | - | 110 | 38 769 |
| 87 Japon | 16,631 | 64 660 530 | 201 909 | - | - | 201 909 | 64 458 621 |
| 88 Jordanie | 0,012 | 46 655 | 9 | - | - | 9 | 46 646 |
| 89 Kazakhstan | 0,029 | 112 751 | 401 | - | - | 401 | 112 350 |
| 90 Kenya | 0,010 | 38 879 | 122 | - | - | 122 | 38 757 |
| 91 Kirghizistan | 0,001 | 3 888 | - | - | - | - | 3 888 |
| 92 Kiribati | 0,001 | 3 888 | 3 | 21 | 9 | 33 | 3 855 |
| 93 Koweït | 0,182 | 707 607 | - | - | - | - | 707 607 |
| 94 Lesotho | 0,001 | 3 888 | 12 | - | - | 12 | 3 876 |
| 95 Lettonie | 0,018 | 69 983 | 249 | - | - | 249 | 69 734 |
| 96 Liban | 0,034 | 132 190 | - | 383 | 215 | 598 | 131 592 |
| 97 Libéria | 0,001 | 3 888 | 14 | - | - | 14 | 3 874 |
| 98 Lituanie | 0,031 | 120 526 | 398 | - | - | 398 | 120 128 |
| 99 Luxembourg | 0,085 | 330 476 | 1 154 | - | - | 1 154 | 329 322 |
| 100 Madagascar | 0,002 | 7 776 | 7 | - | 27 | 34 | 7 742 |
| 101 Malaisie | 0,190 | 738 711 | 2 490 | - | - | 2 490 | 736 221 |
| 102 Malawi | 0,001 | 3 888 | 14 | - | - | 14 | 3 874 |
| 103 Maldives, République de | 0,001 | 3 888 | - | - | - | - | 3 888 |
| 104 Mali | 0,001 | 3 888 | - | - | - | - | 3 888 |
| 105 Malte | 0,017 | 66 095 | 15 | - | - | 15 | 66 080 |
| 106 Maroc | 0,042 | 163 294 | 467 | - | - | 467 | 162 827 |
| 107 Maurice | 0,011 | 42 767 | 151 | - | - | 151 | 42 616 |
| 108 Mauritanie | 0,001 | 3 888 | - | - | - | - | 3 888 |
| 109 Mexique | 2,258 | 8 778 996 | - | - | - | - | 8 778 996 |
| 110 Moldova, République de | 0,001 | 3 888 | 14 | - | - | 14 | 3 874 |
| 111 Mongolie | 0,001 | 3 888 | 1 | - | 9 | 10 | 3 878 |
| 112 Monténégro (le) | 0,001 | 3 888 | - | - | - | - | 3 888 |
| 113 Mozambique | 0,001 | 3 888 | 13 | - | - | 13 | 3 875 |
| 114 Myanmar | 0,005 | 19 440 | - | - | 89 | 89 | 19 351 |
| 115 Namibie | 0,006 | 23 328 | 84 | - | - | 84 | 23 244 |
| 116 Népal | 0,003 | 11 664 | 41 | - | - | 41 | 11 623 |
| 117 Nicaragua | 0,002 | 7 776 | 21 | - | 9 | 30 | 7 746 |
| 118 Niger | 0,001 | 3 888 | - | - | - | - | 3 888 |
| 119 Nigéria | 0,048 | 186 622 | 516 | - | - | 516 | 186 106 |
| 120 Norvège | 0,783 | 3 044 266 | 8 869 | - | - | 8 869 | 3 035 397 |
| 121 Nouvelle-Zélande | 0,256 | 995 316 | 3 559 | - | - | 3 559 | 991 757 |
| 122 Oman | 0,073 | 283 820 | 770 | - | - | 770 | 283 050 |
| 123 Ouganda | 0,003 | 11 664 | 34 | 117 | 54 | 205 | 11 459 |
| 124 Ouzbékistan | 0,008 | 31 104 | - | - | - | - | 31 104 |
| 125 Pakistan | 0,059 | 229 389 | - | - | 492 | 492 | 228 897 |
| 126 Panama | 0,023 | 89 423 | - | - | - | - | 89 423 |
| 127 Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0,002 | 7 776 | - | - | - | - | 7 776 |
| 128 Paraguay | 0,005 | 19 440 | 52 | - | - | 52 | 19 388 |

| | Etats Membres | Contributions fixées pour 2010 | | Crédit au titre de (1) : | | | Total des crédits | Contribution nette pour 2010 |
|-----|----------------------------------|--------------------------------|--------------------|---------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------|------------------------------|
| | | % | Amount | 2008 système d'incitation | Années antérieures | | | |
| | | | | | 50% de la prime nette | Excédent de trésorerie | | |
| 129 | Pays-Bas | 1,874 | 7 286 022 | 25 125 | - | - | 25 125 | 7 260 897 |
| 130 | Pérou | 0,078 | 303 260 | | - | 823 | 823 | 302 437 |
| 131 | Philippines | 0,078 | 303 260 | 342 | - | 850 | 1 192 | 302 068 |
| 132 | Pologne | 0,501 | 1 947 864 | 6 959 | - | - | 6 959 | 1 940 905 |
| 133 | Portugal | 0,527 | 2 048 951 | 3 670 | - | - | 3 670 | 2 045 281 |
| 134 | Qatar | 0,085 | 330 476 | 953 | - | - | 953 | 329 523 |
| 135 | République arabe syrienne | 0,016 | 62 207 | | - | 340 | 340 | 61 867 |
| 136 | République centrafricaine | 0,001 | 3 888 | 11 | 272 | - | 283 | 3 605 |
| 137 | République démocratique du Congo | 0,003 | 11 664 | 31 | 1 494 | 1 030 | 2 555 | 9 109 |
| 138 | République démocratique pop. lao | 0,001 | 3 888 | | - | - | - | 3 888 |
| 139 | République dominicaine | 0,024 | 93 311 | 334 | - | - | 334 | 92 977 |
| 140 | République tchèque | 0,281 | 1 092 514 | 3 904 | - | - | 3 904 | 1 088 610 |
| 141 | Roumanie | 0,070 | 272 157 | 862 | - | - | 862 | 271 295 |
| 142 | Royaume-Uni | 6,645 | 25 835 441 | 26 635 | - | - | 26 635 | 25 808 806 |
| 143 | Russie, Fédération de | 1,201 | 4 669 430 | 13 879 | - | 9 855 | 23 734 | 4 645 696 |
| 144 | Rwanda | 0,001 | 3 888 | | 21 | - | 21 | 3 867 |
| 145 | Sainte-Lucie | 0,001 | 3 888 | 3 | 43 | 18 | 64 | 3 824 |
| 146 | Saint-Kitts-et-Nevis | 0,001 | 3 888 | 13 | 21 | - | 34 | 3 854 |
| 147 | Saint-Marin | 0,003 | 11 664 | 37 | - | - | 37 | 11 627 |
| 148 | Saint-Vincent-et-les Grenadines | 0,001 | 3 888 | | - | 9 | 9 | 3 879 |
| 149 | Samoa | 0,001 | 3 888 | 14 | - | - | 14 | 3 874 |
| 150 | Sao Tomé-et-Principe | 0,001 | 3 888 | | - | - | - | 3 888 |
| 151 | Sénégal | 0,004 | 15 552 | | - | - | - | 15 552 |
| 152 | Serbie | 0,021 | 81 647 | | - | - | - | 81 647 |
| 153 | Seychelles | 0,002 | 7 776 | | 43 | 18 | 61 | 7 715 |
| 154 | Sierra Leone | 0,001 | 3 888 | | - | - | - | 3 888 |
| 155 | Singapour | 0,347 | 1 349 119 | 4 822 | - | - | 4 822 | 1 344 297 |
| 156 | Slovaquie | 0,063 | 244 941 | 859 | - | - | 859 | 244 082 |
| 157 | Slovénie | 0,096 | 373 243 | 1 325 | - | - | 1 325 | 371 918 |
| 158 | Somalie | 0,001 | 3 888 | | - | - | - | 3 888 |
| 159 | Soudan | 0,010 | 38 879 | | - | - | - | 38 879 |
| 160 | Sri Lanka | 0,016 | 62 207 | 211 | - | - | 211 | 61 996 |
| 161 | Suède | 1,072 | 4 167 885 | 14 028 | - | - | 14 028 | 4 153 857 |
| 162 | Suisse | 1,217 | 4 731 638 | 16 653 | - | - | 16 653 | 4 714 985 |
| 163 | Suriname | 0,001 | 3 888 | 14 | - | - | 14 | 3 874 |
| 164 | Swaziland | 0,002 | 7 776 | 27 | - | - | 27 | 7 749 |
| 165 | Tadjikistan | 0,001 | 3 888 | | - | - | - | 3 888 |
| 166 | Tanzanie, République-Unie de | 0,006 | 23 328 | 75 | - | 54 | 129 | 23 199 |
| 167 | Tchad | 0,001 | 3 888 | 11 | 21 | 9 | 41 | 3 847 |
| 168 | Thaïlande | 0,186 | 723 159 | 2 584 | - | - | 2 584 | 720 575 |
| 169 | Timor-Leste | 0,001 | 3 888 | | - | - | - | 3 888 |
| 170 | Togo | 0,001 | 3 888 | 11 | 272 | 9 | 292 | 3 596 |
| 171 | Trinité-et-Tobago | 0,027 | 104 975 | 350 | - | - | 350 | 104 625 |
| 172 | Tunisie | 0,031 | 120 526 | 384 | - | - | 384 | 120 142 |
| 173 | Turkménistan | 0,006 | 23 328 | | - | - | - | 23 328 |
| 174 | Turquie | 0,381 | 1 481 310 | 4 019 | - | - | 4 019 | 1 477 291 |
| 175 | Tuvalu | 0,001 | 3 888 | | - | - | - | 3 888 |
| 176 | Ukraine | 0,045 | 174 958 | 160 | - | - | 160 | 174 798 |
| 177 | Uruguay | 0,027 | 104 975 | 45 | - | - | 45 | 104 930 |
| 178 | Vanuatu | 0,001 | 3 888 | | 21 | - | 21 | 3 867 |
| 179 | Venezuela, Rép. Bolivarienne du | 0,200 | 777 590 | | - | - | - | 777 590 |
| 180 | Viet Nam | 0,024 | 93 311 | 334 | - | - | 334 | 92 977 |
| 181 | Yémen | 0,007 | 27 216 | | - | - | - | 27 216 |
| 182 | Zambie | 0,001 | 3 888 | 11 | - | 54 | 65 | 3 823 |
| 183 | Zimbabwe | 0,008 | 31 104 | | - | - | - | 31 104 |
| | TOTAL | 100,000 | 388 795 200 | 715 110 | 59 230 | 272 520 | 1 046 860 | 387 748 340 |

(1) Au cas où un Etat Membre réglerait ses contributions des années antérieures avant la clôture de la 98^e session de la Conférence internationale du Travail, les montants crédités pourraient changer.

TABLE DES MATIÈRES

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| <i>Deuxième question à l'ordre du jour: Propositions de programme et de budget pour 2010-11 et autres questions</i> | |
| Rapport de la Commission des finances des représentants gouvernementaux..... | 1 |
| Propositions de programme et de budget pour 2010-11..... | 1 |
| Résolution concernant l'adoption du programme et budget pour 2010-11 et la répartition du budget des recettes entre les Etats Membres..... | 7 |
| Demandes présentées en vertu de l'article 13, paragraphe 4, de la Constitution de l'OIT en vue de l'autorisation de participer au vote | 7 |
| Etat de recouvrement des contributions des Etats Membres | 7 |
| Barème des contributions au budget pour 2010 | 8 |
| Fixation de la contribution des nouveaux Etats Membres | 8 |
| Composition du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail..... | 9 |
| Amendements au Règlement financier | 9 |
| Autres questions | 9 |
| Annexes..... | 9 |
| Résolutions soumises à la Conférence | 10 |